

Contre la vie trop chère LUTTONS ET GAGNONS

L'augmentation des salaires, pensions et minima sociaux

**L'exploitation de notre force de travail,
ÇA SUFFIT !**

Alors que nos salaires stagent, voire diminuent notamment dans le cadre d'accords dit de performance collective nous assistons à une explosion de nos factures :

- ⇒ **+15,8 % pour le gaz depuis 2019 et 8 % pour l'électricité,**
- ⇒ **+16 % pour le carburant depuis le début de l'année,**
- ⇒ **En ce qui concerne l'alimentation, la flambée des prix est tout aussi importante : +10 % pour le sucre, +23 % pour les pâtes, et entre +9 % et +15 % sur la charcuterie, les fruits et légumes, les produits laitiers et même le pain.**

Voilà la triste réalité de notre quotidien, n'en déplaise aux pseudo-experts à la solde du patronat qui, chiffres à l'appui, essaient de nous démontrer, matin midi et soir dans les médias réactionnaires que notre pouvoir d'achat n'a pas baissé, voir même qu'il aurait légèrement progressé. Pour autant, ces petits arrangements avec la réalité font « pschitt » ! Les travailleur.se.s, les privé.e.s d'emplois, les retraité.e.s et la majorité de la population en ont soupé de ces mensonges et de cette escroquerie financière en bande organisée. Tous les jours, ils peuvent mesurer, par exemple, que le caddie est de moins en moins rempli pour un coût toujours plus élevé. Le coût des carburants, les factures de gaz et d'électricité deviennent, de plus en plus insupportables pour un grand nombre de salariés de retraités et privés d'emploi.

Au-delà du contexte pandémique, l'explosion de prix à la consommation résulte avant tout de la loi du marché inhérente au système capitaliste qui in fine consiste à faire progresser les taux de marges et les bénéfices des tenants du capital au dépend des salarié.e.s qui produisent les richesses.

Depuis plus de 40 ans, tous les gouvernements, à l'image de Macron et Cie, ont mis en place les mêmes politiques d'austérité, en bloquant les salaires et les retraites, en asséchant les finances des services publics et de la sécurité sociale, en détruisant l'industrie pour soi-disant lutter contre la crise économique.

La crise?

PAS POUR TOUT LE MONDE !

Si Les résultats de ces politiques délétères sont dramatiques pour celles et ceux qui n'avaient déjà pas grand-chose, il en va tout autrement pour la petite poignée de familles très fortunées qui possédait déjà tout. Les chiffres ci-après parlent d'eux-mêmes et mettent bien en évidence ce hold-up financier :

- ⇒ **269 % d'augmentation de dividendes versés aux actionnaires en 20 ans,**
- ⇒ **Au 1^{er} trimestre 2021, les entreprises du CAC 40 réalisent 57 milliards de profits malgré la crise économique et sanitaire,**
- ⇒ **Taux de marge des entreprises : plus de 35 % en 2021, un record inégalé depuis que l'INSEE mesure ce ratio, soit depuis 1949 !**

**Nous voulons travailler et vivre
dignement en Région Centre-Val de Loire !**

Comme partout en France, les luttes menées dans de nombreuses entreprises, établissements et services, du public et du privé, dans notre région, pour une revalorisation des salaires et une amélioration des conditions de travail se multiplient, ainsi que les mobilisations des retraités pour l'augmentation des pensions. L'exemple de la lutte des aides à domicile de l'ADMR de Blois, celles des hospitalier.e.s, et plus récemment la grève des électriciens et gaziers confirment ce ras le bol général. A l'instar de différents sondages qui donnent tous les mêmes résultats, la population résidant en France revendique majoritairement et prioritairement l'augmentation des salaires et des pensions.

Vu l'urgence de la situation, la CGT a décidé de lancer une grande campagne en Centre-Val de Loire contre la vie trop chère et de construire une mobilisation revendicative dans l'ensemble des branches professionnelles pour obliger les patrons et le gouvernement à satisfaire nos exigences de justice sociale. Le temps est venu de passer à l'offensive. Inscrivons-nous massivement dans cette bataille régionale toutes et tous ensemble et en même temps !

L'urgence c'est la revalorisation du SMIC, des grilles de conventions collectives, du point d'indice dans la fonction publique et des salaires dans les entreprises. La CGT propose que le SMIC soit porté à 2000€ brut et que toute les grilles de salaires dans le public et le privé suivent cette évolution (avec une indexation automatique) et prennent en compte le niveau de qualification. Et pas une pension de retraite en dessous SMIC revendiqué par la CGT.

Il faut augmenter les salaires pour :

- Redonner aux travailleurs, au regard de la valeur ajoutée, la part des richesses créées,
- Réduire les inégalités croissantes des salaires,
- Reconnaître et exiger l'amélioration de niveaux de qualification,
- Améliorer véritablement le pouvoir d'achat, mieux consommer tout en prenant en compte la contrainte écologique,
- Assurer une vie décente : un revenu minimum décent n'est pas un minimum de survie, mais un revenu qui permet, au-delà de la nourriture, de l'habillement et du logement, d'assurer les possibilités et les choix nécessaires pour une participation à la vie sociale de tous les travailleur.se.s, retraités et privés d'emploi, compatible avec les exigences de notre temps,
- Augmenter la capacité de consommation des ménages qui est le principal moteur de l'activité économique,
- Accroître Les ressources et donc les prestations de la sécurité sociale.



Rémunérer sans passer par les salaires est un contournement de cotisations. La tendance est à l'augmentation des rémunérations qui ne rentrent pas dans le salaire de base. On peut citer par exemple la participation, l'intéressement ou encore le « chèque » de 100 euros annoncé par MACRON. D'apparence avantageux, en quoi ces suppléments de rémunération sont problématiques? Ces primes non inscrites au contrat de travail ne sont ni pérennes ni prévisibles et en pratique elles se substituent au salaire de base. Elles ne sont pas socialisées mais fiscalisées. C'est-à-dire qu'elles sont soumises à des impôts mais pas à des cotisations. Ces rémunérations ne permettent donc pas d'accumuler des droits supplémentaires pour le calcul de la pension de retraite et moins de cotisations, c'est aussi moins d'argent dans les caisses de la sécurité sociale et donc moins de droits à la protection sociale.

Gagner l'égalité salariale entre les femmes et les hommes tout de suite! Les écarts de rémunération se situent entre 26 et 28,7 %. Il est important de ne pas raisonner, comme le fait le gouvernement et le patronat, en « équivalent temps plein ETP » car cela « neutralise » le temps partiel : l'écart n'est alors que de 16,8 % ! Pour comprendre les inégalités salariales, il faut prendre en compte :

- Le temps partiel** : 30 % de l'emploi des femmes. C'est la cause principale des écarts salariaux, synonyme de précarité et de pauvreté au travail,
- Les plafonds de verre** (l'écart augmente chez les diplômées et les cadres) et les déroulements de carrières faibles : un plancher-collant, c'est-à-dire des carrières au SMIC pour de nombreuses femmes... et des femmes cadres qui ont moins de promotions ou d'avancements,
- Les parois de verre** et une dévalorisation des emplois à prédominance féminine (les emplois du soins, du nettoyage, de l'administratif, de l'éducation... sont sous-payés). Le principe d'un salaire égal pour un travail de valeur égale n'est pas appliqué,
- Les primes** : environ un quart de primes en moins pour les femmes,
- Et ce qui ne s'explique pas** : toutes choses égales par ailleurs, les femmes sont discriminées parce qu'elles sont femmes (et toutes soupçonnées par le patronat d'être mères donc, indisponibles).

L'Union Régionale CGT Centre appelle tous les salariés, retraités et privés d'emploi à signer massivement la pétition qui sera déposée le même jour dans les 6 départements de la région.

Nous vous appelons également à participer à ce dépôt.

Orléans, le 23 novembre 2021